

Ça se passe en ce moment à Dijon :
action concertée de la Mairie et de la police,
mensonges, racisme, discrimination contre des Roms venus de Roumanie.

Jeudi 13 mai, on a cassé le toit de deux maisons pour les rendre inhabitables, Avenue de Langres. La police est venue en force pour en chasser des familles Roms venues de Roumanie qui y avaient trouvé refuge.

Le « Bien Public » du 14 félicite le Maire qui a fait preuve de « fermeté ». Ce journal rapporte complaisamment les mensonges justifiant cette politique anti-Roms :

Ils ne voudraient pas s'insérer, la preuve : ils retournent en Roumanie à Noël.

Non seulement c'est bête, mais c'est faux : des personnes du collectif ont été invitées le 24 décembre rue de Langres et peuvent en témoigner.

Il est faux aussi de prétendre que les enfants ne sont pas scolarisés : les parents faisaient parfois un long chemin pour les accompagner régulièrement dans différentes écoles, les instituteurs peuvent en témoigner.

Le maire affirme que la situation précaire ne peut pas justifier que l'on squatte une maison qui appartient à quelqu'un. La vérité est que ces maisons abandonnées appartiennent à un très gros propriétaire foncier, M. Pereira (Gessy-Verne Immobilier). Elles seront démolies, ce qui n'avait rien d'urgent, car les travaux prévus sont liés au futur tramway et à un projet immobilier. S'il y a des intérêts en jeu, ce ne sont pas ceux d'une brave famille dont des étrangers auraient pris le logement.

Ces dernières semaines, une multitude de pressions a été exercées : des Roms qui avait habité une des maisons ont été placés en détention depuis plus d'un mois (sans permis de visite) ; on ne sait toujours pas de quoi ils sont précisément accusés. Plusieurs autres personnes ont été mises en garde à vue par la police des frontières, puis relâchées, sans aucune inculpation, mais on leur a fait peur en disant qu'on pouvait les arrêter de nouveau à tout moment puisqu'elles étaient en situation irrégulière chez nous, qu'on pouvait les placer en centres de rétention et séparer les parents et les enfants.

Ce sont des citoyens européens. C'est à ce titre que plusieurs familles ont perçu des allocations attribuées par les services sociaux. Ces allocations ont été suspendues, qualifiées d'abusives, et on a menacé de poursuivre pour fraude des bénéficiaires de bonne foi qui ont le tort d'être en situation « irrégulière ». On leur a reproché de mendier. Mais on ne leur accorde pas l'autorisation de travailler.

La Roumanie fait partie de l'Union européenne : on y délocalise des usines. La Roumanie satisfait à des critères économiques européens. Mais elle peut continuer à discriminer une partie de sa population pour la santé, l'éducation, le travail : elle n'encourt que des recommandations de l'Union. Maltraités et sans ressources, des membres de la minorité Rrom partent chercher une vie meilleure. Ils en auraient le droit, puisqu'ils sont citoyens européens : on ne peut pas légalement refuser leur venue... Mais certains pays comme le nôtre ont obtenu de maintenir des restrictions pour l'emploi concernant les ressortissants des derniers pays entrés dans l'union, comme par hasard, ceux qui ont une forte minorité Rrom (Tchéquie, Hongrie, Roumanie).

Ils ne peuvent pas vivre normalement en Roumanie, ils ont la possibilité légale de venir ici, mais on multiplie les mesures légales ou arbitraires, la propagande xénophobe et raciste qui reprend les vieux clichés sur les « bohémiens ». On marginalise des gens, puis on leur reproche de ne pas être intégrés.

On a vu beaucoup d'hypocrisie et de cynisme de la part des autorités nationales, bien sûr, mais dijonnaises particulièrement. Ce n'est pas à l'honneur de notre ville et de notre région. Les Dijonnais et les habitants de l'agglomération ont droit à une attitude plus honorable de la part de leurs représentants : assez de mal a déjà été fait.

Il faut au moins rétablir les aides sociales et prévoir un accueil pour une mère seule avec deux petites filles ; il faut permettre à des jeunes femmes dont la vie dépend des soins qu'elles peuvent recevoir ici de séjourner avec leur compagnon. Il faut permettre à tous ceux qui le veulent de chercher du travail selon leurs capacités. Il faut cesser les calomnies comme celles de M. Rebsamen dans le BP du 31 mars à leur sujet.

Dans le passé, les menées contre une minorité stigmatisée n'ont jamais servi le reste de la population, elles restent une honte ; nous demandons un autre comportement.

Le collectif de soutien aux Roms de Côte-d'Or.